VOUS POUVEZ OBTENIR COPIES DES ARTICLES QUI VOUS INTÉRESSENT DANS LES SOMMAIRES EN VOUS ADRESSANT À VOTRE GROUPE LOCAL

% Attac %



Année 2 - n° 24
Octobre 2002

LES COURRIELS 367 À 375 OCTOBRE 2002



Graphisme : Pascal Varalli

Dans ce numéro :

GUERRE ET GUERRE (N° 368)

Par Stephen Zunes, rédacteur de la séquence Moyen-Orient de Foreign Policy in Focus www.fpif.org
Traduction. Nadine Civallero, coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles

En dépit d'une opposition grandissante, aussi bien aux États-Unis qu'à l'étranger, il semble que l'administration Bush soit entrée dans la phase finale d'une campagne concertée visant à convaincre le Congrès, le peuple américain et le monde de la nécessité d'envahir l'Irak. Une telle invasion constituerait un précédent important, le premier test de la nouvelle doctrine de " l'action préventive " définie par le président Bush, doctrine selon laquelle les États-Unis ont le droit d'envahir des pays souverains et de renverser leurs gouvernements si ceux-ci sont perçus comme hostiles aux intérêts américains. Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la perspective d'une guerre dévastatrice mais la légitimité même d'un système international mis en place tout au long du siècle dernier et qui, malgré ses défauts, a engendré au moins un semblant d'ordre mondial et de stabilité.

(Suite page 2)

(Suite de la page 1)

Il est donc essentiel d'examiner et de réfuter les arguments de l'administration Bush car, si une décision politique aussi fondamentale que celle d'entrer ou non en guerre ne peut être influencée par la contribution active de citoyens bien informés, ce qui est en jeu n'est rien d'autre que la démocratie américaine, tout au moins si ces mots conservent un minimum de sens.
Voici les huit principaux arguments avancés par les partisans d'une invasion américaine de l'Irak, chacun étant suivi de sa réfutation.

1. L'Irak soutient Al-Qaida et constitue un centre du terrorisme anti-américain

L'administration Bush n'a pas réussi à prouver de façon crédible que le régime irakien ait un lien quelconque avec Al-Qaida. Aucun des pirates du 11 septembre n'était irakien, aucun membre important d'Al-Qaida n'est irakien et aucune piste financière ne relie Al-Qaida à l'Irak. Les enquêtes menées par le FBI, la CIA et les services secrets tchèques n'ont en rien corroboré la rumeur selon laquelle une rencontre aurait eu lieu au printemps 2001, à Prague, entre l'un des pirates du 11 septembre et un membre des services secrets irakiens. Il est très peu probable que le régime baasiste, fermement laïque et responsable de l'élimination féroce des islamistes sur le sol irakien, soit en mesure de maintenir des liens étroits avec Oussama Ben Laden et ses partisans. Selon le prince saoudien Turki ben Faisal, ex-responsable des services secrets de son pays, Ben Laden considère Saddam Hussein comme " un apostat, un infidèle, indigne de faire partie des musulmans ". En fait, Ben Laden a proposé en 1990 de lever une armée de quelques milliers de combattants moudjahidin pour libérer le Koweït de l'occupation irakienne.

« Ce qui est en jeu n'est rien d'autre que la démocratie américaine »

Certaines sources dignes de foi signalent la présence de groupes islamistes extrémistes dans le nord de l'Irak, mais seulement dans les zones kurdes, que Bagdad ne contrôle plus depuis la fin de la guerre du Golfe. Les liens anciens entre l'Irak et le terrorisme concernent seulement des groupes laïques comme celui dirigé par Abou Nidal, faction palestinienne opposée à l'OLP de Yasser Arafat et aujourd'hui quasiment défunte. Ironiquement, c'est au plus fort du soutien irakien à Abou Nidal, au début des années 1980, que Washington a rayé l'Irak de la liste des pays encourageant le terrorisme, pour que les États-Unis puissent soutenir l'effort de guerre irakien contre l'Iran. C'est seulement après l'invasion du Koweït par l'Irak, en 1990, que Bagdad est réapparu sur cette liste, bien que les services américains aient été incapables de démontrer un resserrement des liens entre l'Irak et le terrorisme.
Même le rapport annuel du Département d'État (" Physionomie du terrorisme mondial ") ne mentionne aucun acte sérieux de terrorisme international lié au gouvernement irakien. Selon un rapport récent de la CIA, les Irakiens évitent sciemment toute action contre les États-Unis ou leurs installations à l'étranger, vraisemblablement pour ne donner à Washington aucun prétexte de lancer une attaque militaire contre leur pays. Le dernier cas probant d'action terroriste soutenue par l'Irak que les services américains soient en mesure de citer est un complot présumé de certains agents irakiens visant à assassiner le président George Bush pendant sa visite au Koweït, en 1993. (En réaction, le président Bill Clinton avait ordonné le bombardement de Bagdad, touchant l'un des centres des services secrets irakiens en même temps que la zone voisine habitée par des civils.)
Une invasion américaine de l'Irak détournerait l'attention de la menace plus immédiate que constitue Al-Qaida et conduirait probablement à une brutale réaction anti-américaine qui réduirait considérablement la coopération des pays islamiques dans la traque et la neutralisation des éléments encore actifs d'Al-Qaida. En fait, la lutte contre le terrorisme est trop importante pour que des idéologues décidés à régler de vieux comptes la sabotent.

2. La politique d'endiguement a échoué

Si certains pays, en partie pour des raisons d'ordre humanitaire, contournent les sanctions économiques contre l'Irak, il semble que l'embargo militaire soit respecté. C'est seulement grâce à l'importation de technologieS et de matières premières russes, allemandes, françaises, britanniques et américaines que l'Irak a pu mener à bien son programme d'armement biologique, chimique et nucléaire dans les années 1980.
La puissance des forces armées irakiennes est réduite à moins du tiers de ce qu'elle était avant la guerre du Golfe. Même si l'Irak n'a pas été contraint à réduire ses forces conventionnelles, la destruction de ses armes et l'effondrement de son économie ont entraîné une diminution importante du nombre de militaires. La marine irakienne est aujourd'hui quasiment inexistante et les forces aériennes ne représentent qu'une fraction de ce qu'elles étaient avant la guerre. Les dépenses militaires irakiennes sont estimées à moins de 10 % de leur valeur des années 1980. L'administration Bush se montre incapable d'expliquer pourquoi aujourd'hui, alors que Saddam Hussein ne dispose plus que d'une faible partie de sa puissance militaire autrefois redoutable, l'Irak est considéré comme une menace telle qu'il est nécessaire d'envahir le pays et de remplacer son dirigeant, le même dirigeant que Washington soutenait tranquillement quand la puissance militaire irakienne était à son comble.
L'Agence internationale de l'énergie atomique a déclaré en 1998 que le programme nucléaire irakien avait été complètement démantelé. La Commission spéciale des Nations unies en Irak (Unscom) a estimé qu'au moins 95 % du programme irakien d'armes chimiques avait été également détruit. La capacité irakienne à fabriquer des armes bactériologiques est un point d'interrogation bien plus important, car un tel programme est beaucoup plus facile à cacher. Cependant, selon le rapport de l'Unscom en 1998, quasiment tous les missiles offensifs irakiens ainsi que leurs autres systèmes de propulsion ont été rendus inopérants. Reconstituer à partir de rien, ou presque, une

(Suite page 3)



COURRIEL D'INFORMATION

n°367 Mardi 01/10/2002

DEUX REGARDS SUR UN CONFLIT

1. Le mouvement antimondisalisation libérale et la Palestine (Par Alain Gresh)

Depuis plusieurs mois, le mouvement antimondialisation libérale en France, et plus largement en Europe et dans d'autres parties du monde (notamment aux Etats-Unis et au Brésil), s'est trouvé engagé dans la solidarité avec les Palestiniens. Celle-ci s'est exprimée, d'abord presque spontanément, à travers le voyage en Cisjordanie et à Gaza des " internationaux", pour défendre les populations civiles palestiniennes et réclamer leur protection par une force internationale ; à travers aussi les actions diverses en faveur des paysans ou des universitaires palestiniens.

2. Lettre d'une tête froide (Par Fabienne Messica)

Je t'écris à un moment où le cycle de violence au Proche-Orient est tel que rien ne semble pouvoir empêcher ce que certains qualifient de "guerre totale". Au regard de la gravité de la situation et du désespoir qui règne en Palestine et en Israël, les débats que nous avons eu en France depuis un an me paraissent de plus en plus dérisoires.



COURRIEL D'INFORMATION

n°368 Vendredi 04/10/2002

GUERRE ET GUERRE

1. Arguments contre la guerre (Par Stephen Zunes)

En dépit d'une opposition grandissante, aussi bien aux États-Unis qu'à l'étranger, il semble que l'administration Bush soit entrée dans la phase finale d'une campagne concertée visant à convaincre le Congrès, le peuple américain et le monde de la nécessité d'envahir l'Irak. Une telle invasion constituerait un précédent important, le premier test de la nouvelle doctrine de " l'action préventive " définie par le président Bush, doctrine selon laquelle les États-Unis ont le droit d'envahir des pays souverains et de renverser leurs gouvernements si ceux-ci sont perçus comme hostiles aux intérêts américains.

2. La guerre, c'est la politique. (Par Giorgio Riolo)

Il existait un monde bipolaire ou multipolaire (du moins sur la carte) et, de ce fait, la médiation était de rigueur. La politique s'imposait en tant qu'art de la médiation, du pouvoir contractuel, de la conciliation des intérêts et des positions. La domination unilatérale trouve au sein de la guerre l'objectif et l'instrument parfaits. Enfin la guerre a permis d'occulter la crise du néolibéralisme, désormais évidente. La crise sur son terrain de prédilection, c'est-à-dire l'économie : la récession, la chute de l'Argentine, de l'Uruguay, du Paraguay, etc..., les scandales Enron, Worldcom, Vivendi, les accusations de délits d'initiés (« insider trading ») au couple Bush-Cheney, la débâcle des principes et des instances économiques, qui devaient garantir le meilleur des mondes possibles.

3. Premier Forum social d'Amérique du Nord (Par C. Tonatiuh García R. et Sébastien Bouchard)

C'est plus de deux cents participants-es qui se sont réunies lors du Forum social régional (FSR) de Québec-Chaudière-Appalaches, qui s'est tenu les 27, 28 et 29 septembre dernier au Cégep Limoilou. Sous le thème De Porto Alegre à Québec : Un autre monde est possible, des gens de tous les âges, de tous les milieux et de toute la région ont pris part à ce premier Forum social régional en Amérique du Nord.

4. Une bibliothèque planétaire (Par Jean-Yves Mollier)

Alors que les effets négatifs de la concentration dans le domaine de l'édition n'ont cessé d'être dénoncés depuis quelques années, l'annonce de la liquidation du pôle livres de Vivendi Universal vient soudainement apporter la preuve de cette nocivité. Malgré les déclarations unanimes du porte-parole du gouvernement, du ministre de la Culture et du président du Syndicat national de l'édition, s'affirmant mobilisés et vigilants, les solutions pour conserver Larousse, Bordas et Le Robert en France ne sont pas très nombreuses.



COURRIEL D'INFORMATION

n°369 du Mardi 08/10/2002

INJUSTICES

1. Ce qui se joue en Argentine (Par François Chesnais et Jean-Philippe Divès)

L'Argentine s'effondre littéralement sous l'effet des politiques capitalistes de contre-réforme néo-conservatrice (celles qu'on nomme souvent un peu vite " néo-libérales "). De même, du fait de son endettement, elle doit aussi faire face à un projet de recolonisation engagé par les Etats-Unis et le FMI, mais auquel se joignent également des groupes financiers et industriels français, européens et japonais.

2. Les paradis fiscaux à la lumière de l'actualité récente (Par Jean Boulnois)

Les attentats du 11 septembre, les scandales financiers aux Etats Unis et ailleurs, la mise en examen en France de cadres de grandes banques, le coup de gueule contre Monaco d'un juge échaudé, et autres affaires de corruption, voilà autant d'événements qui ponctuent quotidiennement ou presque l'actualité de ces derniers mois et qui ont en commun qu'à chaque fois, l'opacité des circuits financiers internationaux est concernée, ses redoutables conséquences sont rappelées.

3. Dette extérieure, une nouvelle forme de colonialisme (Par Jordi Gagete Mateos)

Pour bien des citoyens et citoyennes qui se mobilisent chaque année pour que le paiement de la dette extérieure cesse d'étrangler les pays appauvris et les empêche de se développer, cette logique apparaît déjà comme quelque chose d'irrationnel et de déshumanisé.



COURRIEL D'INFORMATION

n°370 du Vendredi 11/10/2002

DU RIFIFI DANS LES MULTINATIONALES

1. Eau et cour (Par waterportal.org)

Les 15 et 17 octobre prochains, la 17ème chambre correctionnelle du Tribunal de Grande Instance de Paris jugera la plainte en diffamation publique déposée par la Lyonnaise des Eaux contre Jean-Philippe JOSEPH, professeur d'économie, et Radio France.

2. France-Telecom : les lendemains qui pleurent (Par Marc Laimé)

Dès cet été, le Conseil d'État a été saisi d'un projet de décret modifiant le Code des collectivités territoriales visant à leur permettre de financer des réseaux à haut débit. À Nancy, Besançon, Castres, Toulouse et autres lieux, on sable le Champagne avec Robert-Louis Dreyfus autour d'un bon plat de spaghettis de fibres optiques. Reste à savoir comment on va faire passer le dépeçage programmé de l'ex-monopole de France Telecom, tout en « confortant le service public à la française », sans parler de l'emploi de ses agents...

3. L'étrange Monsieur Sylvestre (Par Hervé Le Crosnier)

Etrange chronique, très personnelle, de notre Chroniqueur matinal national Jean-Marc Sylvestre. Lui qui dès potron-minet nous saoule habituellement de sa morgue libérale se fait aujourd'hui, mercredi 25 septembre, très humble et sincère dans "Les Echos".

(Suite de la page 2)

puissance militaire offensive utilisant des armes de destruction massive serait extrêmement difficile étant donné l'embargo international actuellement en vigueur.

3. La dissuasion ne peut pas marcher face à un Saddam Hussein équipé d'armes de destruction massive

Saddam Hussein a montré à plusieurs reprises qu'il se souciait d'abord et par-dessus tout de sa propre survie. Il ne peut ignorer que toute tentative de sa part d'utiliser des armes de destruction massive contre les États-Unis ou l'un de leurs alliés entraînerait forcément sa propre destruction. C'est la raison pour laquelle il n'en a pas utilisé pendant la guerre du Golfe, alors même qu'il était attaqué par la plus importante coalition de forces internationales jamais réunie contre un seul pays, et soumis aux bombardements les plus denses de l'Histoire. Par contre, avant la guerre du Golfe, Saddam Hussein était tout à fait prêt à utiliser son arsenal chimique contre les forces iraniennes parce qu'il savait que le régime islamiste révolutionnaire était isolé au niveau international, et il était tout aussi prêt à l'utiliser contre les civils kurdes parce qu'il savait qu'ils ne pourraient pas répondre. Cependant, dans l'éventualité d'une invasion américaine, conscient de l'imminence de sa chute et n'ayant plus rien à perdre, cette logique guidée par l'instinct de conservation ne fonctionnerait plus. En fait, une invasion américaine, au lieu d'éliminer la perspective de l'Irak utilisant ses armes de destruction massive, ne ferait qu'augmenter de façon spectaculaire cette probabilité, dans l'éventualité où l'Irak disposerait de telles armes.

Depuis toujours, Saddam Hussein est un dirigeant qui contrôle tout directement, sa méfiance envers ses subordonnés (proche de la paranoïa) étant l'une des raisons qui lui ont permis de se maintenir au pouvoir. Il est extrêmement improbable qu'il prenne le risque matériel et financier de développer un arsenal de destruction massive dans le seul but d'en faire profiter un groupe de terroristes, surtout des islamistes radicaux qui pourraient aisément se retourner contre lui. S'il a de telles armes à sa disposition, il sera le seul à décider de leur utilisation. Par comparaison, le chaos engendré par une invasion américaine augmenterait énormément les possibilités que de telles armes sortent clandestinement du pays et passent dans les mains de terroristes. Aujourd'hui, toutes les armes de destruction massive existant éventuellement sont contrôlées par un régime très centralisé et préoccupé davantage d'éviter une attaque américaine que d'en provoquer une.

> **« L'Unscom a été incapable de déceler une preuve quelconque que l'Irak ait caché des armes prohibées »**

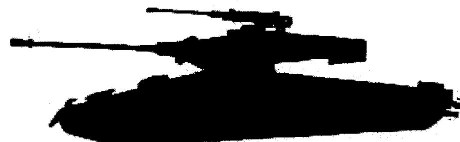
4. Les inspecteurs internationaux ne peuvent pas garantir que l'Irak n'obtiendra pas d'armes de destruction massive

Suite au régime d'inspections imposé par les Nations unies à la fin de la guerre du Golfe, quasiment toutes les réserves irakiennes d'armes de destruction massive et de systèmes de propulsion ainsi que la capacité de ce pays à fabriquer de telles armes avaient été réduites à néant. Durant ses huit années d'exercice, l'Unscom a supervisé la destruction de 38 000 armes chimiques, 480 000 litres d'agents chimiques actifs, 48 missiles, 6 lance-missiles, 30 ogives modifiées pour transporter des agents chimiques ou bactériologiques, et des centaines d'autres éléments permettant de produire des armes chimiques.

Selon une déclaration faite à la fin de l'année 1997 par Richard Butler, directeur de l'Unscom, cette commission avait fait " de réels progrès " dans le décompte des armes chimiques irakiennes et 817 des 819 missiles longue portée fournis par l'Union soviétique avaient été détruits. Une vingtaine de missiles balistiques fabriqués en Irak n'avaient pas été retrouvés, mais ils étaient d'un calibre douteux. Au cours de ses trois dernières années d'exercice, l'Unscom a été incapable de déceler une preuve quelconque que l'Irak ait caché des armes prohibées.

L'ingérence périodique des Irakiens et le harcèlement des inspecteurs de l'Unscom ont été en grande partie limités à des sites sensibles insuffisants pour le développement ou le déploiement d'armes chimiques ou nucléaires élaborées. La raison principale de ce manque de collaboration venait de la crainte irakienne, qui plus tard s'est révélée fondée, que les États-Unis utilisent ces inspections à des fins d'espionnage, par exemple en surveillant les communications radio codées des forces de sécurité irakiennes ou en utilisant les appareils installés en secret par les inspecteurs américains. Les États-Unis, désireux de lancer une attaque militaire contre l'Irak, ont donné l'ordre à Richard Butler de pousser l'Irak à rompre son engagement de coopérer totalement avec l'Unscom. Sans consulter le Conseil de sécurité des Nations unies comme il aurait dû le faire, Richard Butler annonça aux Irakiens qu'il annulait les accords concernant les sites sensibles et demandait l'accès libre au siège du parti Baath à Bagdad, endroit peu susceptible s'il en est d'abriter des armes de destruction massive. Refus des Irakiens. Bill Clinton demanda alors à Richard Butler de retirer les forces de l'Unscom et les États-Unis entamèrent une campagne de bombardements de quatre jours, ce qui donna aux Irakiens un prétexte pour refuser le retour des inspecteurs de l'Unscom. Aucun inspecteur international ne s'étant rendu en Irak depuis cette époque, il est impossible de savoir de façon certaine si l'Irak fabrique actuellement des armes de destruction massive. Et tant que les États-Unis continueront à se déclarer en faveur d'un " changement de régime " par l'assassinat ou l'invasion, il est très improbable que l'Irak accepte une reprise des inspections.

(Suite page 4)



(Suite de la page 3)

5. Les États-Unis peuvent en toute légalité imposer un changement de régime par une action militaire

Selon les articles 41 et 42 de la Charte des Nations unies, aucun État membre n'a le droit d'imposer une résolution par la force militaire, à moins que les Nations unies ne déterminent que cette résolution a été enfreinte de façon matérielle et que, tous les moyens non militaires pour la faire respecter ayant été tentés en vain, elles n'autorisent spécifiquement l'usage de la force militaire. C'est ce que le Conseil de sécurité a fait en novembre 1990, avec la résolution 678, en réponse à l'occupation du Koweït par l'Irak, occupation qui enfreignait une série de résolutions passées en août et demandant le retrait irakien. Quand l'Irak, dans son retrait forcé du Koweït en mars 1991, finit par se soumettre, cette résolution devint sujette à caution.

Légalement, le conflit au sujet de la liberté d'accès des inspecteurs des Nations unies et de l'éventuel approvisionnement de l'Irak en armes de destruction massive est un conflit entre le gouvernement irakien et les Nations unies, pas entre l'Irak et les États-Unis. Bien que la résolution 687 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui exige le désarmement irakien, soit la plus détaillée de l'Histoire, elle ne prévoit aucun mécanisme de coercition militaire. Et, dans ses résolutions suivantes, le Conseil de sécurité n'a pas davantage prévu de tels mécanismes. Comme c'est normalement le cas quand il s'avère que certains gouvernements violent en partie ou en totalité les résolutions des Nations unies, toute mesure coercitive est l'affaire du Conseil de sécurité dans son ensemble, pas d'un seul de ses membres.

Si les États-Unis peuvent prétendre unilatéralement au droit d'envahir l'Irak en raison de la violation par ce pays des résolutions du Conseil de sécurité, d'autres membres du Conseil pourront logiquement prétendre eux aussi au droit d'envahir des États également en violation. Par exemple, la Russie pourrait prétendre au droit d'envahir Israël, la France à celui d'envahir la Turquie et la Grande-Bretagne à celui d'envahir le Maroc. L'insistance américaine sur le droit d'attaquer unilatéralement pourrait miner de façon sérieuse le principe de sécurité collective ainsi que l'autorité des Nations unies et, ainsi, ouvrir la porte à l'anarchie internationale.

« Aucun état n'a le droit d'imposer une résolution par la force militaire »

La loi internationale est assez précise quant aux possibilités d'utiliser la force militaire. Outre le cas mentionné ci-dessus d'autorisation du Conseil de sécurité des Nations unies, la seule autre possibilité pour un État membre d'utiliser la force militaire est décrite dans l'article 51, qui stipule que c'est autorisé à des fins " d'autodéfense individuelle ou collective " contre " une attaque armée… jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix internationale et la sécurité ". Si les voisins de l'Irak étaient attaqués, chacun de ces pays pourrait faire appel à l'aide américaine, en attendant une décision du Conseil de sécurité autorisant l'usage de la force militaire.

Les éléments rendus publics par l'administration Bush ne fournissent aucune base légale suffisante, loin s'en faut, pour que les États-Unis convainquent le Conseil de sécurité d'approuver l'usage de la force militaire contre l'Irak pour des raisons d'autodéfense.

6. Les avantages d'un changement de régime dépassent son coût

S'il est probable que les États-Unis sortiraient vainqueurs d'une guerre contre l'Irak, le coût en serait très important. C'est une erreur, par exemple, de croire que la victoire sur l'Irak ne comporterait que des pertes humaines minimes du côté américain, comme ce fut le cas l'automne dernier pour chasser de Kaboul les milices talibanes. Bien que les capacités offensives de l'Irak aient été sérieusement affaiblies par les bombardements, les sanctions et le déclassement prôné par l'Unscom, ses capacités défensives sont encore solides.

De même, une victoire militaire aujourd'hui ne serait en rien aussi facile que durant la guerre du Golfe. Avant le lancement de l'opération Tempête du désert, le gouvernement irakien avait décidé de ne pas se battre pour le Koweït et s'appuya par conséquent sur de jeunes recrues provenant de communautés minoritaires. Seulement deux des huit divisions d'élite de la Garde républicaine se sont rendues au Koweït, et elles se sont retirées avant le début de la guerre. Une large majorité des plus puissantes forces irakiennes étaient déployées aux alentours de Bagdad pour parer à la survie du régime même, et elles y sont toujours. En cas de guerre, les défections au sein de ces unités sont peu probables.

Environ un million de personnes, membres de l'élite irakienne, ont tout intérêt à ce que le régime soit maintenu. Cela comprend les dirigeants et les partisans du parti Baath, les membres des services secrets et de sécurité, les éléments principaux des forces armées et leurs familles étendues. De plus, l'Irak est une société très urbanisée, à l'infrastructure bien plus complexe que celle essentiellement tribale et rurale de l'Afghanistan, et elle pourrait être mobilisée en cas d'invasion étrangère.

D'autre part, il n'y a aucun équivalent à l'Alliance du Nord afghane, qui a réalisé le gros des combats au sol contre les talibans. Les Kurdes irakiens, abandonnés à deux reprises, dans l'histoire récente, par les États-Unis, ne risquent guère de combattre si ce n'est pour assurer l'autonomie des zones kurdes. L'opposition shiite armée a été largement éliminée et il est peu probable qu'elle combatte si ce n'est pour libérer les zones à majorité shiite du Sud irakien. Les États-Unis seront peu enclins à aider ces deux minorités, car leurs succès risqueraient de faire éclater le pays et d'encourager à la fois la rébellion kurde du sud-est de la Turquie et l'agitation shiite du nord-est de l'Arabie saoudite. Les forces américaines seront donc contraintes de marcher quasiment seules sur Bagdad, ville de plus de 5 millions d'habitants.

Contrairement à la guerre du Golfe, pendant laquelle les combats conventionnels et ouverts dans des zones désertiques plates ont permis aux forces américaines et alliées de profiter pleinement de

(Suite page 5)

4. Brèves d'OMC (Par OMC Marseille)

La demande du Groupe de Cairns d'une "totale libéralisation agricole sans rien donner en échange pourrait faire capoter les négociations" - 10 Millions de Brésiliens sont contre la ZLEA (Zone de Libre-Echange des Amériques) - La législation européenne sur les marchés publics pourrait influencer la position de l'UE à l'OMC - ORD : Le Brésil conteste les subventions de l'UE (sucre) et des USA (coton) - Restrictions à l'importation des vins d'Argentine en Europe - Les PED critiquent le programme du DG de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle - L'Inde ne soutient pas le concept de "traitement national" - La Banque Mondiale se défend …en accusant les pays développés - L'Equateur devra rembourser à 4 sociétés US des taxes trop perçues avant de bénéficier d'exemptions de taxes aux USA - La BM voudrait que les pays développés réduisent les normes admises sur les pesticides de la banane

5. Une semaine économique vue des Etats-Unis (Par Dean Baker)

Les retraités se font prescrire leurs médicaments à l'étranger - Les lettres d'un courtier posent problème à Salomon - Les enseignants piochent dans leur porte-monnaie pour combler le manque de fournitures - La production industrielle en baisse pour la première fois en huit mois - Il se pourrait qu'il n'y ait pas de bulle spéculative immobilière, mais le marché pourrait encore vaciller - Les prix à la consommation augmentent de 0,3 % mais le déficit de la balance commerciale américaine se réduit.



COURRIEL D'INFORMATION

n°371 du Mardi 15/10/2002

RESISTER

1. France : la lutte contre les OGM (Par Christian Boisgontier)

En autorisant, en 1997, la mise sur le marché d'un maïs Bt transgénique de la société Novartis, sur le territoire français, le gouvernement de l'époque n'envisageait certainement pas une montée du refus des OGM aussi catégorique de la part des paysans et de la population dans sa grande majorité. (cet article est suivi d'un appel à manifester le 15 octobre à Paris)

2. Qui contrôle le butin ? (Par Harry Throssel)

On sait que le Fond monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont l'avantage majeur, dans la répartition des richesses, de pouvoir décider de qui est riche et de qui ne l'est pas. Mais eux, que sont-ils et qui les contrôle ?

3. La lutte pour faire reconnaître la nécessité de rendre les entreprises responsables (Par Martin Khor)

L'une des rares lueurs d'espoir d'un Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) par ailleurs décevant a été la campagne qu'ont menée avec succès plusieurs ONG, afin d'obtenir un engagement de la part du Sommet de rendre les firmes responsables de leurs actions et des conséquences de celles-ci.

% attac



COURRIEL D'INFORMATION

n°372 du Vendredi 18/10/2002

MENACES SUR LE FSE

1. Le Forum social européen menacé (Par Coordination italienne du FSE)

Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, menace la tenue du FSE en laissant courir le bruit qu'il suspendra les accords de Schengen (cette levée imposerait des contrôles systématiques aux frontières italienne, empêcherait les personnes jugées « indésirables » de participer au Forum, etc.). Bien que le gouvernement n'a pas confirmé officiellement ses intentions, la coordination italienne du FSE demande d'intervenir sans délai et de la manière la plus énergique auprès des représentations italiennes de chaque pays. (vous trouverez après l'article la liste de toutes les ambassades italiennes dans le monde et les moyens de les joindre. Merci de nous aider en envoyant des courriers électroniques, des fax ou en appelant directement.)

2. « On n'a pas besoin d'OGM » (Entretien avec le directeur de la FAO)

Non. Nous n'avons pas besoin d'OGM pour atteindre les objectifs de 2015. La priorité à court terme, ce n'est pas les semences, mais l'eau, les infrastructures, les routes, le stockage, et les capacités de conditionnement des denrées.

3. Quelle Alternative à la mondialisation ? (Par Victor Wallis)

Quelle sorte de mouvement populaire apparaît aujourd'hui ? Il fait certainement partie de ceux qui s'intéressent aux composantes principales du capitalisme, ne se limitant pas à répondre à des problèmes spécifiques. Il est impressionnant de constater qu'un tel mouvement prend pour cible les rassemblements internationaux du capital qui se tiennent périodiquement. Déjà avant le 11 septembre, les présidents et leaders financiers ne pouvaient plus tenir de conférences au niveau mondial que dans des conditions évoquant une forteresse assiégée par des dizaines de milliers de contestataires.

4. La Banque mondiale finance directement les multinationales (Par Jim Vallette)

Sur les dix plus grandes entreprises mondiales, cinq font partie des 15 bénéficiaires en tête des aides accordées par le Groupe de la Banque mondiale (GBM). Shell, la huitième plus grosse firme au monde, a bénéficié de plus de 1,93 milliard de dollars grâce aux projets de la Banque mondiale depuis 1992, et se trouve en troisième position parmi toutes les entreprises bénéficiaires. BP-Amoco et Exxon Mobil, respectivement les deuxième et quatrième plus grandes compagnies mondiales, ont touché environ 900 millions de dollars pour chaque financement du GBM.

5. Le cas du coton africain « libéralisé » par la Banque mondiale (Par Gérard Surdez)

Dans un rapport de Juillet 2002, la Banque Mondiale préconise certaines mesures pour favoriser la "croissance" de la filière cotonnière en Afrique de l'Ouest. Il s'agit bien évidemment de la croissance monétaire de la filière considérée censée redistribuer les bienfaits escomptés à l'ensemble de la population concernée par ce "développement".



(Suite de la page 4)

leur supériorité au niveau de la puissance de feu et de la technologie, les soldats américains devraient cette fois combattre pour se frayer un passage à travers des zones agricoles et urbaines à forte densité de population. Les forces d'invasion risquent d'être confrontées à d'âpres combats en porte à porte, dans un pays plus vaste que le Sud Vietnam. Les Irakiens, peu déterminés dans le combat qui aurait permis à leur pays d'assurer sa conquête du Koweït, seront bien plus prompts au sacrifice s'il s'agit de résister à un envahisseur occidental. Face à une telle résistance, et pour minimiser le nombre de pertes américaines, les États-Unis s'engageraient probablement dans des bombardements intenses des zones résidentielles irakiennes, ce qui entraînerait de nombreuses victimes civiles.
Le manque de soutien de la part des alliés régionaux pourrait également se traduire par l'absence de base terrestre à partir de laquelle les Américains pourraient lancer leurs attaques aériennes, obligeant dans un premier temps les États-Unis à s'appuyer sur des appareils embarqués sur des porte-avions. Sans l'autorisation de lancer les appareils de ravitaillement en vol, même les bombardiers longue portée au départ des bases américaines seraient inutilisables. Dans de telles conditions, il est difficile d'espérer disposer d'un nombre suffisant d'appareils pour les missions de reconnaissance et de surveillance, et le déploiement de dizaines de milliers de soldats depuis des bases éloignées se révélera sans doute problématique. Il est possible que les forces américaines s'emparent au cours des combats d'une base aérienne irakienne mais, sans le pré-positionnement des points de ravitaillement, son utilité sur le théâtre des opérations sera forcément marginale.
Une telle opération militaire coûterait cher également en termes économiques : déjà criblée de dettes et dans une conjoncture difficile, l'économie américaine serait alors pénalisée par le déploiement de forces le plus élaboré et le plus coûteux depuis la Deuxième Guerre mondiale, atteignant 100 milliards de dollars au cours des six premiers mois. Contrairement à la guerre du Golfe, l'Arabie saoudite est vigoureusement opposée à l'invasion et ne sera pas disposée à payer la note. L'invasion de l'Irak coûterait cher aussi à l'économie mondiale, déjà en difficulté : la hausse des prix du pétrole aurait un effet dévastateur sur certains pays, aggravant encore les troubles sociaux et politiques.

7. Un changement de régime serait populaire en Irak et parmi les alliés américains de la zone

« Il est plus facile de renverser un gouvernement que d'en mettre un autre en place »

Même s'il ne fait aucun doute que la plupart des voisins de l'Irak et des Irakiens eux-mêmes ne seraient pas mécontents de voir l'Irak changer de chef, un changement de régime imposé par une invasion armée américaine ne serait pas le bienvenu. La plupart des alliés américains de la zone ont apporté leur soutien à la guerre du Golfe car elle était généralement perçue comme un acte de sécurité collective répondant à l'agression par l'Irak d'un petit pays voisin. Cela ne serait plus le cas, cependant, en cas de nouvelle guerre contre l'Irak. Le prince royal saoudien Abdallah a mis en garde l'administration Bush contre une attaque de l'Irak " qui ne ferait qu'accroître l'animosité qui règne dans la région envers les États-Unis ". Au sommet de la Ligue arabe à Beyrouth, à la fin du mois de mars, les pays arabes ont adopté de façon unanime une résolution fermement opposée à l'attaque de l'Irak. Même le Koweït s'est réconcilié avec l'Irak depuis que Bagdad a formellement reconnu la souveraineté et les frontières internationales du Koweït. Vingt ministres des Affaires étrangères venant de pays arabes et réunis au Caire au début du mois de septembre ont unanimement exprimé leur " rejet total de toute menace d'agression contre les pays arabes, y compris l'Irak ".
En dépit de ces déclarations publiques, les responsables américains prétendent que certains alliés régionaux seraient prêts à soutenir l'effort de guerre américain. Étant donné l'ultimatum prononcé par le président Bush selon lequel " soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes ", il est assez possible que certains gouvernements se soumettent à la pression et obtempèrent. Cependant, pratiquement tous les pays du Moyen-Orient qui seraient prêts à fournir de l'aide et à collaborer seraient confrontés à l'opposition de la grande majorité de leurs citoyens. Au vu des risques politiques pris par n'importe quel dirigeant soutenant l'effort de guerre américain, un tel consentement ne serait donné qu'à contrecoeur, à cause de la pression ou des pots-de-vin américains, pas en vertu de l'adhésion sincère à cette opération militaire.

8. Un " changement de régime " améliorera la stabilité et ouvrira de nouvelles perspectives à la démocratie dans la région

L'Afghanistan le montre : il est plus facile de renverser un gouvernement que d'en mettre un nouveau en place. Même si la plupart des Irakiens seraient sans doute soulagés de voir Saddam Hussein se faire évincer, cela ne signifie pas qu'un gouvernement installé par une armée occidentale serait bien accueilli. Par exemple, certains des candidats les plus en vue parmi ceux que l'administration américaine envisage d'installer au pouvoir si l'invasion réussissait, sont d'anciens officiers militaires irakiens impliqués dans des offensives associées à des crimes de guerre.
Outre la possibilité d'une guérilla menée par des partisans de Saddam Hussein, les forces d'occupation américaines seraient vraisemblablement confrontées à des factions armées rivales parmi la population arabe sunnite, sans parler les groupes de rebelles kurdes et shiites se battant pour une autonomie accrue. Cela pourrait mener les États-Unis à une guerre anti-insurrectionnelle sanglante. Sans le soutien d'autres pays ou des Nations unies, une invasion militaire risque d'aboutir à l'isolement de forces américaines tentant d'imposer la paix dans le chaos de l'après-Saddam.
Une invasion américaine entraînerait vraisemblablement de violentes campagnes anti-américaines au Moyen-Orient, peut-être même des attaques contre les intérêts américains. Les forces radicales internes affaibliraient les régimes pro-occidentaux. Les passions sont particulièrement exacerbées en raison du soutien fort que les États-Unis apportent au gouvernement de droite en Israël et à la pour-

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)

-suite de l'occupation par celui-ci de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. La colère suscitée par la politique américaine du " deux poids, deux mesures ", selon qu'il s'agit de l'Irak ou d'Israël, pour les violations des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et la possession d'armes de destruction massive, risque d'exploser. Obligés de reconnaître que les États-Unis ne peuvent être vaincus sur le champ de bataille, de plus en plus d'Arabes et de musulmans pleins de ressentiment devant une hégémonie américaine poussée jusque sur leur propre sol risquent d'être enclins à attaquer par des moyens non conventionnels, comme l'ont démontré de façon tragique les événements du 11 septembre. Les ministres des Affaires étrangères arabes, conscients d'une telle éventualité, ont prévenu lors de leur rencontre au Caire qu'une invasion américaine de l'Irak " ouvrirait les portes de l'enfer ".

Première publication dans The Nation. http://www.thenation.com/

LA GUERRE, C'EST LA POLITIQUE (n° 368)

Par Giorgio Riolo (Conseil National ATTAC Italia & Puntorosso)
Traduction. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles.

Quelques réflexions en ordre dispersé
Globalization is us (Nous sommes la mondialisation) (80% des américains interrogés dans un sondage en 2000)

Bush « Notre pays est un pays pacifiste » Maintenant au moins nous le savons - Les cochons sont des chevaux. Les filles sont des garçons. La guerre est paix. Arundhati Roy.

Et le providentiel 11 septembre arriva ! L'expérience, amère, nous l'a appris : la vérité politique proclamée immédiatement à voix haute par les opposants nécessite d'être appuyée par la suite par la vérité judiciaire ou historiographique. Nous attendons toujours de connaître la vérité non seulement sur les mandataires, mais aussi sur tous les exécutants, de Portella della Ginestra à Piazza Fontana , deux des nombreux épisodes caractéristiques des tendances subversives des classes sociales dominantes italiennes et étrangères. Peut-être qu'il nous sera possible de savoir, d'ici 30 ou 40 ans, ce qui s'est vraiment passé en ce fatidique 11 septembre – si tant est que la terre ou la démocratie existent encore à ce moment-là. Toutefois, il s'est réellement passé quelque chose. Et ici aussi, la théorie de la dialectique suprême fonctionne : « tout est comme avant » et, en même temps, « rien n'est plus comme avant ». La guerre contre le terrorisme inaugure la guerre globale permanente, la guerre infinie, la guerre flexible.

Les Etats-Unis
Le moins qu'on puisse dire, c'est que les Etats Unis sont un pays étrange. Ils associent au cynisme éhonté, à la brutalité du Cow-Boy, sans freins inhibiteurs, la pureté des enfants éternellement à la recherche d'une justification morale pour chacune de leur action. La guerre sainte contre le terrorisme fournit enfin la base, la légitimation de stratégies élaborées depuis longtemps. Lors du mandat du président Reagan, au début des années quatre-vingt, le néo-libéralisme théorique trouve des concrétisations politiques réelles. Les Etats-Unis, mis en difficulté pendant les années soixante (défaite au Vietnam, hégémonie défiée par l'Europe et le Japon), reprennent en main la domination du monde. Le principe imposé par Reagan, et devenu le fil conducteur des politiques américaines (et par extension de tout le monde occidental), selon lequel « le niveau de vie de l'américain moyen ne peut être négocié, et ne peut être remis en discussion » implique la mainmise sur les ressources mondiales en quantité suffisante, afin de pouvoir préserver ce principe. Avec la chute du Mur de Berlin, la fin du socialisme réel et du soi-disant parti socialiste, et par la-même de la guerre froide, en lieu et place de la proclamation de la paix et la démocratie universelle aux quatre coins de la planète, nous assistons à l'inauguration de l'unilatéralisme américain. Ou, en d'autres termes, à une nouvelle phase de l'hégémonie impérialiste américaine, fondée sur la domination du pouvoir militaire. Les guerres unipolaires qui s'en sont suivies : la guerre du Golfe en 1991 contre Saddam et l'Iraq, la guerre des Balkans contre les vestiges de la vielle Fédération Yougoslave et Milosevic, furent des guerres menées contre des états-nations précis et contre une entité précise, selon le schéma classique. Après le 11 septembre, la catégorie indéfinie du « terrorisme » se prêta à introduire enfin la flexibilité, l'infinitude, la globalité. Aujourd'hui en Afghanistan, demain en Iraq, après-demain contre un autre «ennemi » construit sur mesure. Voir les réflexions de Girardi sur la manipulation et l'approbation d'un scénario aussi monstrueux.

(Suite page 7)



COURRIEL D'INFORMATION

n°**373 du Mardi 22/10/2002**

LA TAXE ET MOI

1. La taxe Tobin, le mouvement et la crise d'identité de la gauche (Par Emiliano Brancaccio)

En septembre 2001, j'ai été chargé par Attac Italie d'élaborer le texte de la loi d'initiative populaire pour l'instauration de la taxe Tobin en Europe. La fréquentation d'Attac et de toutes les réalités qui ont adhéré à la campagne sur la taxe Tobin et l'analyse de la façon dont le peuple de Porto Alegre a assimilé la taxe m'ont permis, au cours de ces mois, de dépasser les distorsions typiques d'une lecture « de l'extérieur » et de mieux comprendre les potentialités et les limites actuelles du mouvement.

2. La Taxe Tobin au Forum social européen (Par Bruno Jetin)

Atelier et séminaire. L'atelier est distinct mais complémentaire du séminaire concernant "les taxes globales et la taxe Tobin", qui se tiendra le jeudi 7 novembre et vise à concrétiser le projet d'une taxe Tobin en Europe. Son nom officiel dans le programme du séminaire sera, en anglais, "An international treaty on Tobin Tax: the Florence negociation".

3. Autour d'un article paru dans le Grain de sable n°332. « La Douleur des pauvres mérite-t-elle une taxe Tobin ? » (Par Jean-Paul Piriou)

Dans le 332e grain de sable, sous l'intitulé "La douleur des pauvres vaut-elle une taxe Tobin ? Remarques critiques sur le livre d'Yves Jégourel, La taxe Tobin", Monsieur Jean-Marie Harribey consacre 22 000 signes à cet ouvrage publié dans la collection "Repères" des Éditions La Découverte. Directeur de cette collection depuis 15 ans, et responsable à ce titre de quelque 300 ouvrages, je prends la plume. (Cet article est suivi d'une réponse de Jean Marie Harribey)

4. La solidarité intersyndicale stimule la grève les employés de bureau de l'Université de Californie (Par Michael-David Sasson et Margy Wilkinson)

Menée du 26 au 28 août sur le site de l'UC à Berkeley et dans le bureau du Président, cette grève contre des pratiques de travail déloyales a fait l'objet d'une solidarité intersyndicale sans précédent, particulièrement exceptionnelle grâce au nombre important de syndicats représentant les salariés des différents campus.




COURRIEL D'INFORMATION
n°374 du Vendredi 25/10/2002
PROPRIETE ET BIENS PUBLICS MONDIAUX

1. Le biopiratage : A qui appartient le monde ? (Par Sönke Zehle)

Sous l'influence des lobbies économiques de la biotechnologie le thème de « la perte de la biodiversité » se réduit rapidement à une question de manque de ressources . Ce sont avant tout la commercialisation et la privatisation de l'attribution de droits de propriété et de brevets qui doivent limiter les pertes, susciter des réflexes de protection, unifier les conditions d'accès et surtout assurer à long terme la rentabilité des investissements dans la recherche.

2. La Côte d'Ivoire au bord de l'implosion (Par Olivier Blamangin)

Comment en est-on arrivé là ? Comment le « miracle » ivoirien, symbole de stabilité politique et de la réussite économique des années 70 s'est-il brisé si rapidement ? Pendant trente ans, Félix Houphouët-Boigny, baron de la françafrique, a tenu le pays d'une main de fer. A sa mort, en 1993, il laisse un pays exsangue : la dette extérieure atteint 11 milliards de $; chaque année, le pays rembourse près de 600 millions de $ aux institutions financières internationales, aux banques commerciales et aux Etats occidentaux.

3. Une semaine économique vue des Etats-Unis (Par Dean Baker)

Double image des bénéfices dans les entreprises - Dans des campagnes à l'échelle nationale, les projets pour la Sécurité sociale sont sous le feu des projecteurs - Le chômage en baisse, à 5,6% le mois dernier - Le débat sur la loi d'extension des droits d'auteur va s'intensifier - Le FMI et l'Argentine proches d'un accord sur la dette - Les groupes culturels et les associations caritatives affectés par les secousses de Wall Street

4. Les militants prévoient de paralyser la rencontre de l'OMC en Australie (Par Marina Carman et Dave Mills)

Le conseil représentant la position des militants a décidé de réaliser un certain nombre d'actions communes auxquelles tous adhéreront. Le départ d'une "Marche de l'Unité" aura lieu à Hyde Park le 14 novembre à midi. Cette marche est organisée par une coalition orchestrée par le Mouvement australien du commerce et de l'investissement équitable.



(Suite de la page 6)

Terrorisme

Cette vaste catégorie du « terrorisme » permet de soumettre l'univers monde. Toute action déviante, insubordonnée et critique est répertoriée dans cette catégorie. Il en est ainsi pour le mouvement contre la mondialisation néo-libérale, en grande expansion et en opposition aux pouvoirs mondiaux, qui est d'autant plus criminalisé car il côtoie de façon objective le terrorisme, dans la mesure où ce mouvement mène des attaques contre les multinationales-transnationales, en majorité américaines, et remet en discussion les noyaux d'adhérents à la maffia mondiale, qui pourraient être assimilés à des associations telles que le G8, FMI. Banque Mondiale, OMC, etc. ...
Il est utile de rappeler, comme un épisode bien de chez nous, l'apparition télévisée de la femme de ce policier, mode Rambo, aux idéaux fascistes, qui, lors du Forum Global de Naples - preuve générale du centre-gauche de Gêne- , frappa de façon sauvage des jeunes désarmés, alors que lui était musclé et accompagné d'un chien policier. Cette femme défendit son mari en s'exclamant avec stupeur et en parlant des manifestants « mais comment ! ce sont des terroristes ! ». Le 11 septembre : Bush et la femme du policier italien.

Néo-libéralisme et guerre

De même que le néo-libéralisme représente le principe dissolutif des obligations, des rigidités, des limites en tendant à remplacer la politique par le marché auto-régulateur, ainsi la guerre doit être à son image. Le général prussien Karl von Clausewitz exprima à la moitié du XIXè une grande vérité selon laquelle « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Aujourd'hui, la guerre devient la continuation du néo-libéralisme par d'autres moyens. La guerre, de nos jours, se transforme en politique. La guerre est la politique : cette politique perçue comme une entrave, une notion et une chose à déstructurer, morceler selon les volontés des pouvoirs mondiaux, comme le détournement de la souveraineté des « petits » par les « grands » : multinationales, exécutif, G8, etc. La condition précédente n'est alors plus valable. Il existait un monde bipolaire ou multipolaire (du moins sur la carte) et, de ce fait, la médiation était de rigueur. La politique s'imposait en tant qu'art de la médiation, du pouvoir contractuel, de la conciliation des intérêts et des positions. La domination unilatérale trouve au sein de la guerre l'objectif et l'instrument parfaits. Enfin la guerre a permis d'occulter la crise du néolibéralisme, désormais évidente. La crise sur son terrain de prédilection, c'est-à-dire l'économie : la récession, la chute de l'Argentine, de l'Uruguay, du Paraguay, etc..., les scandales Enron, Worldcom, Vivendi, les accusations de délits d'initiés (« insider trading ») au couple Bush-Cheney, la débâcle des principes et des instances économiques, qui devaient garantir le meilleur des mondes possibles. Le système capitaliste-néolibéral cause bien des souffrances sociales (darwinisme social discriminatoire, polarisante, richesse d'une part, misère de l'autre) et des destructions environnementales de plus en plus catastrophiques - et pour cette raison-même, il est contesté et combattu par les mouvements anti-libéraux à l'échelle mondiale - mais en fin de compte, prétendait-on, il représente la rationalité économique. Mais de nos jours, la débâcle opère « iuxta sua principia », soit fidèle à elle même, sur le terrain économique.

> **« La guerre a permis d'occulter la crise du néolibéralisme, désormais évidente »**

Qu'est ce que la guerre ?

Il ne s'agit pas seulement d'une guerre combattue sur le terrain. Ce ne sont pas seulement des bataillons, des généraux, des troupes, des ravitaillements, des commandes de l'Etat (et ici, l'état nation se révèle être utile et fonctionne bien) pour la Mc Donnel-Douglas, pour la General Dynamics, pour la Oto Melara, la Beretta, etc.. ; ce n'est pas seulement une théorie militaire keynésienne. Ce n'est pas non plus seulement le scandale des 535 milliards de dollars du bilan militaire américain, ou encore des tactiques, des stratégies, des bombes, des bandes de malfaiteurs, des associations de malfaiteurs ne pouvant être poursuivies par la justice, des morts, des blessures, des douleurs, des destructions, etc. La guerre représente aussi la fin des débats et la fin de notre pensée critique. La guerre est la plus grande politique de la droite : elle ne prévoit aucune place pour les questions sociales. Elle est alignement, encadrement, orgie médiatique constituée de rhétoriques pléthoriques, de .mensonges, d'hypocrisie, de cynisme (les journalistes, à l'exception des nombreuses exceptions méritées et louables, représentent l'espèce humaine la plus apte à endosser le casque, parce que, de toutes façons, comme le dit Galeano, « dans la guerre entre le Bien et le Mal, ce sont toujours les populations qui enterrent leurs morts »). La guerre incarne le triomphe de la logique binaire. La négation définitive du développement de la complexité et de la richesse humaine. Vrai-faux, zéro-un, ou avec moi ou contre moi. Ou avec la civilisation occidentale, ou avec la barbarie. Cela signifie la fin de la pensée. C'est l'état d'exception par excellence. Et l'état d'exception permanent constitue la condition parfaite pour celui qui veut dominer. La guerre infinie revêt un caractère pédagogique. Elle enseigne à rester à sa place, à ne pas déranger, à être commandés, à être manipulés : le véritable paradis capitaliste, hiérarchique, qui suit une classification « zoologique ».

La gauche

Le travailliste Tony blair est considéré l'un des champions de la guerre comme politique mondiale. La politique de Blair avait déjà été indiquée, à l'époque, comme l'incarnation de la « troisième voie

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)

si chère à D'alema et Fassino . Une gauche belliciste, qui a menée de front la guerre dans les pays Balkans, guerre humanitaire qui plus est ; cette guerre, qui a causé des morts et des destructions dans une région déjà malchanceuse, et qui a aussi permis aux USA de diriger les européens déjà très révérencieux, et d'installer des bases dans une région stratégique pour le contrôle des voies d'acheminement du pétrole, de la drogue, du Moyen-Orient, etc. Maintenant pour le parti DS italien, qui n'est plus au gouvernement, les choses ont bien changé ; sa base a connu de nombreux repentirs. Mais pas le sommet du parti. hormis les nobles exceptions des parlementaires, qui se sont abstenus ou qui ont voté contre la guerre , ces dirigeants ont donné le triste spectacle du soi-disant « vote bi-partisan » (consensuel, voté par la majorité et l'opposition) sur la question de la guerre en Afghanistan. « Bipartisan », c'est le nouveau nom du transformisme, de la perte des valeurs, de la fin de la politique jusque dans sa conception classique et libérale ; conception, qui renferme en soi l'existence d'une opposition face à une majorité. C'est l'euthanasie de la politique. Blair et son sourire sinistre, modernisateur, progressiste, cynique, désenchanté, incarne l'emblème-même de la gauche néo-libérale ; il est l'avertissement vivant de la nécessité de redéfinir la notion glorieuse de gauche. Cette notion, qui discriminait des domaines d'émancipation, d'une part, et des domaines d'asservissement et d'oppression, d'autre part.

La civilisation et la barbarie

Les membres zélés italiens du gouvernement Berlusconi se sont immédiatement engouffrés dans la vague mondiale contre la barbarie terroriste. Le ministre de l'Enseignement, Letizia Moratti, envoya aussitôt après les attentats une lettre aux étudiants et aux enseignants qui les exhortait, chose inouïe, à discuter et approfondir, tout en la valorisant, la notion de civilisation occidentale, indiquant l'Europe comme le berceau de la civilisation, de la tolérance, etc. En réalité, l'Europe a créé le « danger blanc » dès les croisades, continuant par la suite avec les exterminations prédatrices en Amérique, en Asie, en Afrique à parti du XV siècle. Ce problème apparaît au moment de l'extermination menée à l'intérieur des frontières de l'Europe. Avec le nazisme, l'Européen se comporta avec les autres européens de la façon-même dont il s'était comporté et selon laquelle il continuera de se comporter avec les populations des périphéries du monde. Joli berceau de la civilisation et de la tolérance en vérité ! Toutefois, la dialectique historique produit son effet aussi ici. Alors qu'on commettait des horreurs au-delà des frontières de l'Europe, au cœur même de l'Europe, à partir du XV siècle, on assistait à la naissance du droit naturel, du filon libératoire du droit naturel, de Grotius, Althusius et Pufendorf à Spinoza et Rousseau. On élaborait la doctrine et la philosophie des droits inaliénable de l'individu, introduction des courants démocratiques et révolutionnaires, entre le dix-huitième et vingtième siècle.

L'alternative entre la civilisation et la barbarie est à l'ordre du jour. L'analogie, qui s'impose à l'esprit, c'est Rome, les vestiges de l'Empire Romain et le début de la fin du monde antique. D'une part, les guerres continues pour s'assurer la domination, le prélèvement fiscal et la survie du régime esclavagiste et d'autre part, les légions engagées dans la guerre permanente globale d'un bout à l'autre de l'empire, représentent un rappel puissant et symbolique. L'analogie est prégnante et suggestive. A l'époque, le résultat fut catastrophique. Il se peut qu'on trouve une autre issue aujourd'hui. Avec une annotation finale : par le passé, il y eut des vagues de civilisation humaine, même si elles étaient hétérogenèses ? des fins en soi, et non directement recherchées par les classes dominantes et la bourgeoisie, car le développement de l'époque comprenait, par la force des choses, une promesse universaliste de bien-être pour tous (même si après le prix à payer en était les soi-disant « montagnes de cadavres »). Il était possible de trouver, en se limitant à la seule sphère culturelle, un Thomas Mann et les Buddenbrook, pour ne citer que quelques noms au hasard. De nos jours, et à l'échelle mondiale, sévit une bourgeoisie cynique, vulgaire et inculte. Les Hängstrom-Berlusconi, par exemple. Sans aucun projet de civilisation, sans respiration.

Après nous, le déluge

Le paradigme Porto-Alegre : l'alternative de « l'esprit de Porto Alegre » contre l'esprit de mort de Davos-Washington. Un processus de construction d'alternatives à l'expansion dominante du néo-libéralisme, de la guerre, du profit, de la destruction des bases matérielles de la vie est actuellement en cours à l'échelle mondiale. Toutes les cultures, tous les sujets engagés dans le mouvement contre la mondialisation néo-libérale collaborent à ce grand élan de la « convergence de la diversité » pour élaborer et réaliser des alternatives efficaces à l'ordre pervers et mortel. Le défi lancé par ce mouvement, toujours en expansion, consiste à préciser et structurer la construction de ces alternatives. C'est au travers de la construction des formes organisatrices, que les actions acquièrent de l'efficacité.

Autant le capitalisme est, comme le rappellent Michel Beaud et François Houtart, « un mouvement organique englobant », polarisant, asymétrique, inégal, hiérarchique , qui ne supporte pas le vide et qui englobe et métabolise tout, autant le mouvement doit être capable d'attirer toujours de nouvelles forces, d'englober des couches sociales, des classes, des êtres humains révoltés par éthique contre les expropriateurs du monde qui nous appartient. Ainsi ce mouvement se dresse-t-il de façon naturelle et spontanée contre la guerre. Il est l'héritier en droite ligne de la glorieuse tradition de ce bon vieux pacifisme. Le nouveau pacifisme qu'il véhicule est le résultat de la critique radicale du néolibéralisme et de la substitution que ce dernier orchestre de la politique par la guerre. Ce mouvement est engagé dans un grand travail de reconstruction politique à long terme et selon une prise de conscience de la politique en tant que bien commun, en tant que politique égale pour tous et non seulement élaborée pour un groupe restreint de spécialistes. Les classes dominantes , au cours de l'histoire, agissent et imposent souvent des cadences brèves. Les graves problèmes du monde contemporain nécessitent des réponses à court terme. Or, il suffit une guerre pour remettre tout à zéro. Le défi, qu'il faut accepter, repose dans ce hiatus, dans ce chantage. Vraiment, et dans ce cas, oui, il n'existe aucune alternative à l'élaboration politique et culturelle continue et à la mobilisation continue pour combler ce hiatus. C'est l'unique cas positif du syndrome Tina (There Is No Alternative – Il n'y a aucune alternative)

Introduction au livre très récemment publié par les éditions Puntorosso : AA.VV., « Guerra Globale – Globalizzazione e militarizzazione del monde. Le alternative dei movimenti sociali » (Guerre Globale – Mondialisation et militarisation du monde. Les alternatives des mouvements sociaux) – Ed. Puntorosso (puntorosso@puntorosso.it)
Le livre regroupe les actes de la conférence qui a eu lieu à Milan les 23 et 24 novembre 2001 et intitulé "Contro la guerre globale. Verso Porto-Alegre 2002 » (Contre la guerre globale . Vers Porto-Alegre 2002) et autres essais Contact pour cet article. Granello di Sabbia redazione@attac.org



COURRIEL D'INFORMATION

n°375 du Mardi 29/10/2002

FMI EN CRISE DE REALISME ?

1. Porter l'espérance (Par René Passet)

On s'aperçoit aussi que la logique financière se situe à l'opposé des impératifs du monde contemporain. Les moyens de communication - au premier rang desquels l'ordinateur - font du monde une unité organisée en réseaux, vécue en temps réel et dominée par l'interdépendance; les questions que pose l'économie impliquent une ouverture sur le très long terme de la biosphère et le respect de ses mécanismes régulateurs ; ouverture également sur les valeurs qui se situent au niveau des finalités et non plus de l'instrument.

2. L'éléphant Stiglitz et la porcelaine du FMI (Par Thomas Coutrot)

Vous avez sûrement entendu parler du livre de Joseph Stiglitz, « La grande désillusion » (Fayard). Mais si, souvenez-vous, ce Prix Nobel d'Economie, ancien conseiller de Clinton et ex-vice-Président de la Banque Mondiale, qui tire à boulets rouges sur le FMI et les « intégristes du marché ».

3. Le FMI reconnaît l'existence de déséquilibres mondiaux insoutenables (Par Nick Beams)

Un chapitre entier du rapport sur les perspectives économiques mondiales du FMI, publié la semaine dernière, est consacré au déséquilibre structurel croissant au sein de l'économie mondiale entre d'une part les pays déficitaires, menés par les États-Unis, et d'autre part les nations excédentaires, soit l'Europe et le Japon.



att@c
Octobre 2002